ALI YAHIA ABDENNOUR À PARTIR DE TIZI-OUZOU :

«Le pouvoir ne respecte pas son peuple !»

Toujours aussi lucide et les convictions bien arrêtées, Ali Yahia Abdennour n'a pas été de mainmorte avec le pouvoir de Bouteflika et de ceux qui l'ont précédé, jeudi à Tizi-Ouzou.

Dans son intervention, en la petite salle de la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le président d'honneur de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est, en premier lieu, attardé sur la question identitaire et les différentes étapes imposées depuis la fin des années quarante au combat pour la légalisation du fait amazigh avant de joindre sa voix à toutes celles qui revendiquent la réhabilitation de Ouali Bennaï et Amar Ould Hamouda en tant que personnalités marquantes de l'histoire contemporaine du pays. En tous les cas, estime le président d'honneur de la LADDH, ce n'est pas avec Bouteflika au pouvoir que le combat pour l'identité aboutira.

Les fameuses phrases «De loin je vous voyais des géants, mais d'ici vous êtes finalement des nains» ou encore «je vais crever votre ballon de baudruche» prononcées à Béjaïa puis à Tizi-Ouzou par le président de la République ne font aucun doute sur l'indisponibilité de celui-ci à reconnaître tamazight dans toutes ses dimensions. Ali Yahia Abdennour, fut aussi prolixe quand il s'agissait de livrer le fond de sa pensée sur l'actualité et les échéances qui s'annoncent avec la prochaine révision constitutionnelle et l'élection présidentielle qui suivra. Là, le vieux militant des droits de l'homme ne se privera pas d'écorcher à l'envie, le pouvoir qui, juge-t-il, n'a pas fini de prendre le peuple non pas pour des citoyens mais des sujets auxquels on propose des référendums destinés à plébisciter les présidents en guise d'élection présidentielle telle celle qui s'annonce.

Particulièrement inspiré, Ali Yahia Abdennour se fera comme un plaisir de reprendre l'exemple de la maladie de Bouteflika pour illustrer sa certitude sur ce que pense le pouvoir de son peuple et pour conclure que les mouvements de colère qui secouent un peu partout le pays en ce moment sont dus à ce manque de respect que le pouvoir a, à l'égard des Algériens. Après sa sortie d'il y a dix jours, face aux étudiants de l'université de Tizi-Ouzou,

Ali Yahia Abdennour a réussi à mobiliser beaucoup de monde, et ainsi, a donné un coup d'envoi en trombe, avec Saïd Sadi qui était en conférence à l'auditorium de l'Ecole hôtelière de Tizi, à la double commémoration des anniversaires du Printemps berbère et des tristes événements de 2001.

Azedine Maktour

SAÏD SADI :

«Les événements d'avril 1980 sont l'acte de naissance du pluralisme syndical en Algérie»

«Les événements d'avril 1980 ont été un moment de structuration et de construction de l'histoire de l'Algérie, en marge d'un état archaïque, régressif et répressif» a déclaré Saïd Sadi devant des militants et invités du RCD réunis jeudi dernier dans le cadre d'une rencontre commémorative des événement d'avril 1980, à l'Institut des techniques hôtelières de Tizi-Ouzou.

Acteur privilégié parmi tant d'autres de ces événements, Saïd Sadi dit vouloir témoigner «par devoir de mémoire», ajoutant qu'il convient de restituer à ces événements connus par la Kabylie, durant le printemps 1980, leur vraie dimension et leur signification historique et politique.

Des événements qui sont, selon lui, la conséquence d'une accumulation de frustrations et de restrictions sur «notre condition de citoyens et qui ont alimenté un sentiment de révolte (…). On s'était levé parce qu'on nous empêchait de vivre dans notre pays.» Il y avait «une volonté délibérée de marginaliser la Kabylie», poursuivra le président du RCD qui a remonté le fil des événements, s'attardant sur les mérites des acteurs de ce mouvement d'essence pluraliste et pacifique qui a contribué au renouvellement de l'action et de la pensée politiques en Algérie. Il expliquera comment ses animateurs ont su échapper au risque de la dérive violente qui a de tout temps façonné la tradition politique de l'Algérie contemporaine.

Sadi expliquera aussi comment les animateurs du mouvement d'avril 1980, dont le fonctionnement était basé sur le consensus démocratique , ont acculé le régime au débat politique. «L'expression pluraliste et contradictoire au sein du mouvement était un acte de modernité politique apporté à la vie publique nationale», dira le leader du RCD pour qui l'insurrection kabyle d'avril 1980 qui constitue «l'acte de naissance du pluralisme politique syndical en Algérie» est le troisième pilier de l'histoire contemporaine de l'Algérie, après les événements de la Guerre de libération nationale et le congrès de la Soummam. «Avril 1980 était un mouvement de fécondation politique pluraliste et porteur d'une alternative», dira Sadi qui tient à ce que la communauté nationale reconnaisse ce mérite à la Kabylie, s'indignant du fait que toute proposition politique émanant de cette région est sujette à suspicion. «L'anti-kabylisme n'est pas une vue de l'esprit ; il structure la pensée politique algérienne et nous gagnerions beaucoup à libérer la nation de ce travers», dira le président du RCD, ajoutant que «si les démocrates algériens, essentiellement arabophones, ne se débarrassent pas de leur anti-kabylisme, l'Algérie ne connaîtra pas de débat fécond.»

S. A. M.

LE PRÉSIDENT DU RCD À M'CHEDALLAH :

«La question amazighe doit être débattue sereinement par les élites arabophones»

Saïd Sadi revient sur un terrain qu'il affectionne particulièrement bien : le culturel. Et il le fait comme d'habitude avec une lucidité et une projection assez optimistes pour le devenir du pays.

A l'occasion des festivités du 28e anniversaire du Printemps amazigh 1980, le Dr Saïd Sadi, l'un des animateurs clé du MCB, a apporté ce jeudi, au niveau du centre culturel Matoub-Lounès de Raffour à M'chedallah, devant des centaines de citoyens, un témoignage assez poignant sur cette période cruciale de l'Algérie indépendante.

Une période que le leader du RCD qualifie d'historique et qu'il classe en troisième position dans les événements structurants ayant préfiguré l'Algérie d'aujourd'hui, après le 1er Novembre 1954 et le congrès de la Soummam du 20 août 1956. Cependant, le Dr Sadi dira que ce rendez-vous structurant qui avait signé l'acte de naissance de la démocratie, du pluralisme politique et syndical, ainsi que les droits de l'Homme en Algérie, ce grand rendez-vous historique ne doit plus être confiné dans la seule Kabylie et parmi une certaine élite. Bien au contraire et l'orateur l'aura déclaré comme étant une conviction profonde et une conclusion à laquelle il est parvenu après plus de 40 ans de combat pour l'émancipation des Algériens ; les raisons de la léthargie politique actuelle et la survie du régime sont dues justement à l'aliénation de l'histoire et partant de tous les repères pouvant propulser l'Algérie dans le giron des nations modernes, démocratiques et émancipées. «Je suis profondément convaincu que tant que la question amazighe n'aura pas été débattue sereinement par les élites arabophones, il n'y aura pas de débat fécond en Algérie», dira le militant Sadi qui avait été parmi les 24 détenus d'Avril 1980.

L'orateur a retracé la genèse des événements d'Avril 1980, son expression politique, sa perception tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et enfin, son évolution. Et au sujet de son évolution, il appellera les cadres où qu'ils soient afin de faire de cet événement, une date phare de laquelle tout jeune Algérien jaloux de son pays devait se ressourcer.

Aussi appelle-t-il tous les militants et même les élus et les institutions qu'ils représentent pour fêter cette date comme étant un acte fondateur de l'expression plurielle en Algérie. Et à la fin, son message semble être entendu 5 sur 5 puisque le maire de la ville, Hamid Zekri du RCD a appelé la population à se joindre massivement à la marche qui aura lieu demain au chef-lieu de la wilaya.

Pour notre part, signalons que la semaine culturelle qui a lieu actuellement à M'chedallah dans le cadre des festivités du 20 Avril 1980 est également dédiée à quelques figures de proue du mouvement qui ont disparu dont Boukrif Salah, natif de M'chedallah, mort le 25 avril 2005 et qui était parmi les 24 détenus aux côtés de Saïd Sadi. Beaucoup de militants auraient aimé voir le Dr Saïd Sadi rendre un hommage particulier à ce militant du MCB et du RCD.

Y. Y.

LE CLUB DES JOURNALISTES ALGÉRIENS DE FRANCE ÉLIT SON BUREAU

Animé par Mohamed Benchicou, un groupe en affinera les objectifs

Le Club des journalistes algériens et franco-algériens de France a tenu, jeudi à Paris, son assemblée constitutive. Les débats très enrichissants sur les objectifs du Club, peu développés dans les textes initiaux, ont conduit les journalistes présents à constituer un groupe de travail qui planchera sur les objectifs et les axes qui guideront ce Club.

De notre bureau de Paris , Khadidja Baba-Ahmed

Au cours de cette rencontre, qui a permis à de nombreux journalistes algériens qui se sont perdus de vue de se retrouver, le bureau provisoire, qui est à l'initiative du CJAF, s'est retiré après avoir établi son bilan, non négligeable, mené sans aucun moyen financier et avec les seules motivation et mobilisation d'une toute petite équipe. Il a laissé place à une jeune équipe élue, constituée de Mohamed Berkani, Adel Dellal, Mouloud Mimoun, Leïla Selmi et Latifa Teghida. Les initiateurs du CJAF l'ont défini comme «un espace de rencontres, de débats et d'échanges pour décrypter l'actualité avec ceux qui la font dans les domaines politique, économique et culturel». Lieu de confrontation des idées, le Club s'attellera à traiter des questions relatives aux deux pays — l'Algérie et la France —, leurs relations, leur devenir, mais globalement aussi toute l'actualité internationale et autres questions du monde en mouvement. Pour Mohamed Benchicou, qui a été invité à prendre la parole en premier, ce Club est le bienvenu car, «nous autres journalistes algériens avons tant à apprendre au contact des confrères étrangers et avons tant à connaître de ce monde en mouvement». «Mais cela suffit-il» s'interrogea-t-il ? «Assurément non.» Et d'expliquer : «Précisément, parce que ce monde est en mouvement, les journalistes algériens ne doivent pas subir un débat aux cadres prédéfinis mais expliquer que ce mouvement concerne aussi l'Algérie, qu'il la traverse à travers ses expressions multiformes et notamment l'autonomie des sociétés, le recul des hégémonies, l'émergence des opinions publiques, celles des sociétés civiles. C'est justement ce contexte particulier où l'Algérie subit et vit ce mouvement, qui voit la naissance du CJAF qui n'échappera pas à sa fonction d'outil de décryptage de la société algérienne vis-à-vis d'une opinion française qui se nourrit de ses propres clichés sur l'Algérie.» Le combat de la société algérienne qui s'autonomise, qui se bat pour «produire ses propres perspectives en s'inscrivant précisément dans ce mouvement du monde, doit être porté par le CIJAF qui devra en même temps battre en brèche et faire reculer tous les clichés sur une société qui serait asservie à l'islamisme ou au pouvoir». Faire reculer aussi les clichés sur l'immigration «du pain» qu'on limiterait ou éradiquerait avec «la solution confortable du fonds de développement», en expliquant qu'aujourd'hui, le phénomène de l'immigration est la résultante du système antidémocratique lui-même et que son traitement est lié à la démocratisation du pays». Il faudra aussi, poursuit notre confrère, que le CJAF s'empare de la question de la mémoire «pour démolir les clichés et réaliser que les laudateurs du colonialisme ont réussi le tour de force de faire passer un appareil idéologique des années 1930, 1940 et 1950 du siècle passé pour une nouveauté». La 7e mission du Club devra consister à expliquer qu'en Algérie, une presse libre existe aujourd'hui, mais elle a dû passer par des phases successives La première de 2001 (le nouveau code pénal) à 2006 marquée par la «répression frontale (emprisonnements, suspensions) destinée à la liquidation ou à la domestication de la presse par la force» et la seconde, de 2006 à 2007 au cours de laquelle «répression molle et manipulation dure» ont coexisté pour «corrompre et récupérer la presse comme acteur principal de la comédie du pouvoir, chargé de la représentation médiatique d'une démocratie de façade».

Ces deux étapes successives n'ont pas permis au pouvoir d'atteindre ses objectifs. Aujourd'hui, une presse algérienne libre existe et qui aborde aujourd'hui la phase de consolidation et de consécration de son indépendance. Ce ne sera pas simple, explique encore Benchicou, et le sera moins pour deux raisons : «Le travail de relais indépendant au service d'une société algérienne méconnue sera d'autant plus pénible en cette approche de la présidentielle dans le pays et face ici à une presse française en crise structurelle et éditoriale qui va compliquer l'écoute.» Mais il faudra faire ce travail d'explication et le CJAF peut en être un cadre. Nacer Kettane est, lui, intervenu pour demander à ce que le contenu de la charte du Club ne soit pas une simple succession de mesures déontologiques, valables pour tous les journalistes quelle que soit leur organisation, mais qu'il devra rendre compte de ce qui distingue les journalistes algériens du reste de la corporation.

Le directeur de Beur-FM et Beur-TV a, lors de son intervention, fortement insisté sur un point : «La nécessaire ouverture du champ télévisuel algérien» aux opérateurs privés et publics. Deux autres confrères, Arezki Metref et Boualem Gueritli, ont pris la parole, pour dire que le Club gagnerait à baliser très clairement ses objectifs et sa démarche pour éviter de s'enliser dans l'actualité immédiate sans approche claire. Tous ont été entendus par les participants qui ont décidé de créer un groupe de travail constitué de Arezki Metref, Nadia B., Fadette Abed, Nacer Kettane, Boualem Gueritli, Nadjia Bouzeghrane, Yahia Belaskri, et Khadidja Baba-Ahmed, animé par Mohamed Benchicou.

Ce groupe proposera au nouveau bureau du CJAF, une contribution permettant de situer les objectifs du Club et les lignes directrices de son futur combat.

K. B.-A.